

	<p style="text-align: center;">ASSEMBLEE GENERALE DU VENDREDI 13 OCTOBRE 2023 – 14 H 00</p> <p style="text-align: center;">PROCES-VERBAL</p>
---	--

Le conseil syndical, convoqué le 3 Octobre 2023, s'est réuni en séance ordinaire le **Vendredi 13 Octobre à 14 h 00** à la Maison des Services Publics du Grand Cubzaguais à SAINT ANDRE DE CUBZAC sous la présidence de Monsieur Patrice GALLIER.

MEMBRES PRESENTS :

M. MERVEILLAUT - M. BARBE - M. RODRIGUEZ - M. FRADET - M. CHIAROTTO - M. BIGOT - M. DUBOSCQ - M. GARANTO - M. DUCARRE - M. CHOLLET-GABARD - M. DUFOURGT - M. QUEYROI - M. GUIJARRO - M. DUBOUREAU - M^{me} FOURCADET - M^{me} MAUBERT-SBILE - M. MALARET - M. VALEIX - M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. PRAT - M. MICHEL - M. MEYER - M. GUILLAUD - M. TABUSTEAU - M^{me} COURAUD-RAMBERT - M. SUBERVILLE - M^{me} DELAGARDE - M. MARTIAL - M^{me} BOURSEAU - M. LOURTEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. CHAULET (CAVIGNAC) - M^{me} PORTE (CEZAC) - M. DESPERIEZ (CUBNEZAI) - M^{me} BATARD (CUBNEZAI) - M. TRIBOY (MARCENAI) - M. GAUDRY (MARCENAI) - M^{me} MISIAK (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

M. MAUGEIN, Président honoraire

MEMBRES ABSENTS EXCUSES :

Ayant donné procuration :

M. MAIRE - M. GRIMA - M^{me} DEVAL - M. DUVERGER - M. GARBUIO *représentant la communauté de communes du FRONSADAIS*

M. CHERIGNY - M. FAVRE *représentant la communauté de communes du GRAND CUBZAGUAIS*

M^{me} LEVRANGI *représentant la commune de MARSAS et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

N'ayant pas donné procuration :

M. DESAGNAT - M. DURANT - M. DEPRET - M. GASTEUIL - M. BARDEAU (Yohan) - M. VIELFAURE - M^{me} ROY - M. DAILL - M. MEYNADIER - M. BOUSSOUGANT - M. EYRAUD - M. BARDEAU (Dorian) *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. FERRE - M. BERARD - M. MIGNER - M^{me} LOUBAT *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. DIDIER (CAVIGNAC) - M^{me} LAVANDIER (CEZAC) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

Le président ouvre la séance à 14 h 00. Il remercie les délégués de leur présence et rappelle que l'assemblée initialement prévue le 29 Septembre a été reportée au motif de la nécessité de compléter l'ordre du jour par une délibération portant sur l'établissement du décompte général et définitif du marché portant sur l'extension de la capacité de la station d'épuration de "Porto".

Monsieur Jean-Marc DUBOUREAU, délégué représentant la *communauté de communes du Fronsadais* est désigné comme secrétaire de séance.

Le compte-rendu du Conseil Syndical du 30 Juin 2023 n'appelant aucune observation de la part des délégués est approuvé par l'assemblée.

ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE :

1. FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE

- Délégations de l'organe délibérant – Modification de la délibération n° 2020/27 prise par le conseil syndical réuni le 11 Septembre 2020

2. BUDGETS/FINANCES

- Station d'épuration de Porto – Etablissement du décompte général et définitif du marché de travaux
- Affectation des résultats de fonctionnement de l'exercice 2022
- Budgets supplémentaires des services publics de l'eau potable et de l'assainissement
- Admissions en non-valeur

3. SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

- Poste de refoulement "Saint Martial" – Commune de CUBNEZAI - Consultation
- Analyse des risques de défaillance des systèmes de CAVIGNAC, GALGON, LUGON & L'ILE DU CARNEY

4. SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

- Fourniture et pose de canalisations – Attribution de l'accord cadre à bons de commande
- Déploiement du dispositif de télérelève
- Appels à projets "Education à l'eau et aux milieux aquatiques et humides face au changement climatique" (Educ'Eau) et "Economies et efficacité de l'eau" (EEE) lancés par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne

5. SERVICES PUBLICS DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

- Rapports sur le prix, la qualité et l'exécution des services – Exercice 2022
- Rapport d'activité – Exercice 2022

1. FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE

DELEGATIONS DE L'ORGANE DELIBERANT AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE Modification de la délibération n° 2020/27 prise par l'assemblée réunie le 11/09/2020	Délibération n° 2023/24	Adoptée à l'unanimité Présents : 38 Votants : 46 Pour : 46
---	--------------------------------	---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5211-2, L 5211-9, L 5211-10 et L 2122-22 ;

Vu la délibération n° 2020/27 en date du 11 septembre 2020 portant délégations de l'organe délibérant ;

Vu le point 6 qui dispose que le président peut être chargé, pour la durée de son mandat *"d'intenter au nom du Syndicat les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, dans les cas définis par l'organe délibérant"* ;

Aux fins d'une simplification et d'une meilleure efficacité de la gestion des affaires courantes ;

Le Président propose de modifier la rédaction de cette délibération.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. Décide de donner délégation au Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable et d'Assainissement du Cubzadais-Fronsadais pour la durée de son mandat pour intenter, au nom du syndicat, les actions en justice, ou défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, tant en première instance, qu'en appel et en cassation, devant quelque juridiction ou organe juridictionnel que ce soit, quelle que puisse être la nature du litige. La délégation s'applique, en défense comme en demande, au fond ou dans le cadre de référés, quel que soit le mode d'intervention à l'instance (assignation, recours pour excès de pouvoir ou recours de plein contentieux, intervention volontaire, mise en cause, appel en garantie, constitution de partie civile, dépôt de plainte avec constitution de partie civile, citation directe, etc ...) ; décider du désistement d'une action et transiger avec les tiers dans la limite de 1000 euros.
2. Décide, en conséquence, de modifier le point 6 de la délibération n° 2020/27 en date du 11 septembre 2020 portant *délégations de l'organe délibérant* qui sera dès lors rédigé en ces termes : *"d'intenter, au nom du syndicat, les actions en justice, ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, tant en première instance, qu'en appel et en cassation, devant quelque juridiction ou organe juridictionnel que ce soit, quelle que puisse être la nature du litige. La délégation s'applique, en défense comme en demande, au fond ou dans le cadre de référés, quel que soit le mode d'intervention à l'instance (assignation, recours pour excès de pouvoir ou recours de plein contentieux, intervention volontaire, mise en cause, appel en garantie, constitution de partie civile, dépôt de plainte avec constitution de partie civile, citation directe, etc ...) ; de décider du désistement d'une action et de transiger avec les tiers dans la limite de 1000 euros"*.
3. Décide, en conséquence, de remplacer les termes de la délibération n° 2020/27 en date du 11 septembre 2020 portant *délégations de l'organe délibérant*, *"s'agissant des matières visées aux 1 - 6 et 7, les limites ou conditions de délégations données au président seront fixées par l'assemblée délibérante"*, par les termes suivants : *"s'agissant des matières visées aux 1 et 7, les limites ou conditions de délégations données au président seront fixées par l'assemblée délibérante"*.

Questions/Echanges :

2. BUDGETS/FINANCES

STATION D'ÉPURATION DE PORTO PROTOCOLE TRANSACTIONNEL POUR ETABLISSEMENT DU DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF DU MARCHE DE TRAVAUX	Délibération n° 2023/25	Adoptée à l'unanimité Présents : 38 Votants : 46 Pour : 46
---	--------------------------------	---

Vu le marché de travaux notifié le 20 Juillet 2017 au groupement d'entreprises HYDRO EUROPE SERVICE, OTV MSE, CAPRARO & C^{ie} et Bruno JACQ, architecte portant sur l'extension de la capacité de la station d'épuration de Porto à 30000 équivalents habitants et la mise en place d'une unité de méthanisation ;

Vu l'avenant n° 1 au marché de travaux validé par la délibération n° 2019/33 prise par le conseil syndical réuni le 27 septembre 2019 prolongeant le délai d'exécution et modifiant le montant ;

Vu l'avenant n° 2 au marché de travaux validé par la délibération n° 2020/18 prise par le conseil syndical réuni le 7 Juillet 2020 prenant en compte l'impact de la crise sanitaire engendrée par la COVID-19 ayant pour conséquences un allongement du délai et une incidence financière ;

Vu l'avenant n° 3 au marché de travaux validé par la délibération n° 2021/17 prise par le conseil syndical réuni le 25 Juin 2021 actant des modifications techniques, une augmentation du montant des dépenses et une prolongation du délai de réalisation du chantier ;

Vu le procès-verbal des opérations préalables à la réception dressé le 4 Octobre 2022, auquel des réserves et propositions du maître d'œuvre ont été annexées ;

Vu le procès-verbal de levée des réserves dressé le 13 Décembre 2022 et les observations et propositions du maître d'œuvre annexées ;

Vu le procès-verbal de levée des réserves dressé le 20 Février 2023 et les observations et propositions du maître d'œuvre annexées ;

Considérant que des difficultés, d'approvisionnement notamment, sont apparues lors des périodes de mise au point, de mise en régime et d'observation, entraînant un dépassement du délai contractuel de ces périodes ;

Vu la circulaire ministérielle 6374/SG du 29 septembre 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte de hausse de certaines matières premières préconisant le gel des pénalités de retard ;

Considérant cependant que ce retard a eu un impact sur la quantité de biogaz produit et injecté ;

Vu le rapport des essais de garantie adressé le 6 Octobre 2023 qui conclut que l'une des garanties concernant la consommation de polymère sur l'étape d'épaississement des boues n'a pas été atteinte ;

Considérant que ces deux éléments ont entraîné un préjudice pour le SIAEPA qui reconnaît par ailleurs les difficultés rencontrées par le groupement d'entreprises et les efforts engagés pour y remédier ;

Vu les articles 2044 à 2052 du Code Civil relatifs à la mise en place d'un protocole transactionnel ;

Vu l'Article L 2197-5 du Code de la Commande Publique qui dispose que "*les parties peuvent recourir à une transaction ainsi que le prévoit l'Article 2044 du Code Civil*" ;

Vu les subventions octroyées par l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE (décision attributive n° 2017/10636 du 12 décembre 2017) et le CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE (arrêtés attributifs du 5 avril 2018, du 21 février 2019 et du 27 février 2020) ;

Vu la nécessité de solder le dossier ;

Le SIAEPA du CUBZADAIS FRONSADAIS et le groupement d'entreprises HYDRO EUROPE SERVICE, OTV MSE, CAPRARO & C^{ie} et Bruno JACQ, architecte ont entrepris l'élaboration d'un protocole transactionnel.

Vu le protocole transactionnel joint au présent projet de délibération qui intègre :

- la prise en charge financière par le groupement d'entreprises de la perte de production de biométhane liée au retard des périodes de mise au point, de mise en régime et d'observation ;
- la réfaction de prix concernant la non-atteinte de la garantie sur la consommation de polymère pour la table d'égouttage ;
- l'engagement du SIAEPA du CUBZADAIS FRONSADAIS de n'appliquer aucune pénalité et réfaction au titre du marché à la condition expresse que les modalités définies dans le protocole soient respectées.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. Approuve les termes du protocole transactionnel joint au présent projet de délibération qui intègre :
 - la prise en charge financière par le groupement d'entreprises de la perte de production de biométhane liée au retard des périodes de mise au point, de mise en régime et d'observation ;
 - la réfaction de prix concernant la non-atteinte de la garantie sur la consommation de polymère pour la table d'égouttage ;
 - l'engagement du SIAEPA du CUBZADAIS FRONSADAIS de n'appliquer aucune pénalité et réfaction au titre du marché à la condition expresse que les modalités définies dans le protocole soient respectées.
2. Autorise le Président à signer le protocole transactionnel concernant le marché de travaux portant sur l'extension de la capacité de la station d'épuration de Porto à 30000 équivalents habitants et la mise en place d'une unité de méthanisation.

Questions/Echanges :

Le Président rappelle à l'assemblée que le syndicat, par l'intermédiaire de son avocat, Maître Damien SIMON, a déposé un recours contre la Région Nouvelle Aquitaine qui demande l'annulation de la subvention FEDER dont elle a la gestion.
Dans le cadre de la procédure, le Tribunal Administratif a proposé, par ordonnance, une médiation. Celle-ci a été acceptée par la Région.

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT EXERCICE 2022 SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	Délibération n° 2023/26	Adoptée à l'unanimité Présents : 38 Votants : 46 Pour : 46
--	--------------------------------	---

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2022, le 30 / 06 / 2023 ;

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2022 ;

Constatant que le compte administratif présente :

☒ (1) Un excédent de fonctionnement + 731.893,39 €

☐ (1) Un déficit de fonctionnement de _____

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

POUR MEMOIRE	
Déficit antérieur reporté (report à nouveau débiteur)	_____
Excédent antérieur reporté (report à nouveau créditeur)	_____
Virement à la section d'investissement	_____
RESULTAT DE L'EXERCICE : EXCEDENT	_____
DEFICIT	_____
EXCEDENT AU 31.12.2022	+ 731.893,39 €
Affectation Obligatoire	
• A l'apurement du déficit (report à nouveau débiteur)	_____
Déficit résiduel à reporter	_____
• A l'exécution du virement à la section d'investissement (compte 1068)	_____
Solde disponible affecté comme suit :	
• Affectation complémentaire en réserves (compte 1068)	706.419,00 €
• Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau créditeur) (ligne 002)	25.474,39 €
Si nécessaire, par prélèvement sur le report à nouveau créditeur pour	
DEFICIT AU 31.12. _____	
Déficit antérieur reporté (report à nouveau débiteur)	_____
Reprise sur l'excédent antérieur reporté (report à nouveau créditeur)	_____
Déficit résiduel à reporter – budget primitif	_____
Excédent disponible (voir A – Solde disponible)	_____
C) LE CAS ECHEANT, AFFECTATION DE L'EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	

Questions/Echanges :

BUDGET SUPPLEMENTAIRE SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EXERCICE 2023	Délibération n° 2023/28	Adoptée à l'unanimité Présents : 38 Votants : 46 Pour : 46
--	--------------------------------	---

Le Président présente à l'assemblée le Budget Supplémentaire 2023 du Service public de l'Alimentation en Eau Potable.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

- ✎ Adopte le Budget Supplémentaire 2023 du Service public de l'Alimentation en Eau potable qui s'équilibre à 39.000 € en section d'exploitation et à 1.777.269 € en section d'investissement.

Questions/Echanges :

BUDGET SUPPLEMENTAIRE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT EXERCICE 2023	Délibération n° 2023/29	Adoptée à l'unanimité Présents : 38 Votants : 46 Pour : 46
--	-------------------------	---

Le Président présente à l'assemblée le Budget Supplémentaire 2023 du Service public de l'Assainissement.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. Adopte le Budget Supplémentaire 2023 du Service public de l'Assainissement qui s'équilibre à 296.944 € en section d'exploitation et à 4.746.421 € en section d'investissement.
2. Sollicite le soutien financier du DEPARTEMENT DE LA GIRONDE et de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE pour la réalisation des études et travaux qui entrent dans le cadre de la politique d'aide aux structures intercommunales votée par les instances décisionnaires de ces deux établissements.

Questions/Echanges :

Une explication de la différence entre le montant "travaux" et le montant "dépense" présenté dans les tableaux annexés aux projets de budgets supplémentaires est sollicitée.

Il est précisé que le montant "dépense" inclut les sommes dédiées à la maîtrise d'œuvre, aux investigations complémentaires, aux éventuelles études géotechniques et aux contrôles préalables avant réception.

ADMISSIONS EN NON-VALEUR	Délibération n° 2023/30	Adoptée à l'unanimité Présents : 38 Votants : 46 Pour : 46
--------------------------	-------------------------	---

Le Président présente à l'assemblée trois titres de recette, un sur le budget eau potable de 2020 pour 14,78 € et deux sur les budgets assainissement de 2016 et 2020 pour un montant total de 1 117,19 €, relatifs à la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC).

Il expose que le comptable public n'a pas pu faire procéder au recouvrement de ces titres de recettes et demande, en conséquence, l'admission en non-valeur.

Il s'agit des titres suivants :

- Budget eau potable :

- Titre n° 38/2020	14,78 €

Soit au total	14,78 €
	=====

- Budget assainissement :

- Titre n° 55/2016.....	1 022,40 € pour restant
- Titre n° 40/2020.....	94,79 € pour restant

Soit au total.....	1 117,19 €
	=====

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :

1. Décide d'admettre en non-valeur :

- sur le budget eau potable : le titre n° 38/2020 pour un montant de 14,78 €
- sur le budget assainissement : les titres n^{os} 55/2016 et 40/2020 pour un montant de 1 117,19 €

2. Dit que les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets eau potable et assainissement 2023 – Chapitre 65.

3. Autorise le Président à émettre les mandats correspondants.

Questions/Echanges :

3. SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

COMMUNE DE CUBNEZAIS POSTE DE REFOULEMENT "SAINT MARTIAL" CONSULTATION	Délibération n° 2023/31	Adoptée à l'unanimité Présents : 38 Votants : 46 Pour : 46
--	-------------------------	---

Considérant l'état de dégradation avancée du poste de refoulement des eaux usées de Saint Martial sur la Commune de CUBNEZAIS constaté lors de la dernière opération de nettoyage effectuée par l'exploitant SOGEDO début 2023 ;

Considérant que les études réalisées et la configuration du site imposent la création d'un nouvel équipement à proximité immédiate de l'ouvrage existant, sur la parcelle cadastrée section ZH n° 213 appartenant à Monsieur LAFOND Jean-Yves ;

Vu la délibération n° 2023/16 prise par le conseil syndical en date du 30 juin 2023 relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle ZH n°2013 appartenant à Monsieur LAFOND Jean-Yves ;

Considérant que les études géotechniques menées indiquent une mauvaise portance du terrain et concluent à la nécessité de réaliser des fondations spéciales ;

Considérant le caractère indissociable des fondations spéciales et du génie civil de l'ouvrage pour des questions de responsabilité et de dimensionnement ;

Considérant que l'accord-cadre à bons de commande intitulé *FOURNITURE ET POSE DE POSTES DE REFOULEMENT Y COMPRIS REHABILITATION ET MISE EN PLACE DE TRAITEMENT ANTI-H2S* ne couvre pas la réalisation de ces fondations spéciales ;

Considérant d'autre part que la continuité de service doit être assurée au moment des travaux, et par conséquent la forte imbrication de la partie canalisation de raccordement et poste de refoulement ;

Considérant que, dans ces conditions, les travaux relatifs à la création du nouveau poste de refoulement, à la réalisation des réseaux de raccordement et à la démolition de l'ancien poste de refoulement doivent être effectués par une même entreprise ou un même groupement ;

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018/1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'avis relatif aux seuils de procédure annexé au Code de la Commande Publique paru au Journal Officiel n° 0286 du 9 Décembre 2021 ;

Vu les Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique portant sur les marchés publics passés selon une procédure adaptée ;

Considérant le montant des travaux relatifs à la création du nouveau poste de refoulement, y compris fondations spéciales, à la réalisation des canalisations de raccordement et à la démolition de l'ancien poste de refoulement estimé à environ 270 000 € HT par le Cabinet MERLIN au stade d'avant-projet ;

Le Président propose à l'assemblée de ne pas utiliser les accords-cadres *TRAVAUX DE CANALISATIONS D'ASSAINISSEMENT* et *FOURNITURE ET POSE DE POSTES DE REFOULEMENT Y COMPRIS REHABILITATION ET MISE EN PLACE DE TRAITEMENT ANTI-H2S* pour la réalisation de cet équipement spécifique et de lancer une consultation selon la procédure adaptée pour retenir une entreprise ou un groupement d'entreprises en charge de la réalisation du nouveau poste de refoulement, y compris fondations spéciales, des canalisations de liaison et de la démolition du poste de refoulement existant.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. Autorise le Président à lancer une consultation, selon la procédure adaptée en application Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique en vue de retenir une entreprise ou un groupement d'entreprises en charge de la réalisation du nouveau poste de refoulement, y compris fondations spéciales, des canalisations de liaison et de la démolition du poste de refoulement existant.
2. Demande au Cabinet MERLIN, maître d'œuvre, de préparer le dossier de consultation des entreprises qui fixera les qualifications et certifications obligatoires pour la réalisation de la prestation.
3. Dit que les dépenses sont inscrites au Budget Primitif 2023 – Service Public de l'Assainissement.
4. Autorise le Président à signer toutes les pièces destinées à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.

Questions/Echanges :

ANALYSE DES RISQUES DE DEFAILLANCE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT DE CAVIGNAC/GALGON/LUGON & L'ILE DU CARNEY	Rapport	
--	----------------	--

Rappel des obligations et échéances :

Conformément à l'Arrêté du 31 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 qui précise que "Les systèmes d'assainissement des eaux usées destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 12 kg/j de DBO5 font l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles", le SIAEPA du Cubzadais Fronsadais a décidé d'engager la réalisation d'une analyse des risques de défaillance des systèmes d'assainissement de :

- LUGON ET L'ILE DU CARNEY (4.500 EH)
- GALGON (2.000 EH)
- CAVIGNAC (2.000 EH)

Ce rapport doit être transmis aux services de l'Etat et à l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre 2023.

Objectif et contenu de l'étude :

Elle permet notamment de repérer les ouvrages/équipements à risque pouvant impacter le bon fonctionnement de l'ensemble du système et donc la qualité des rejets (et par conséquent la qualité du milieu récepteur et les usages à l'aval) et de proposer des mesures pertinentes et pérennes, pour maîtriser et gérer ces risques.

Consultation et choix :

- 19 juillet 2023 : consultation de 3 prestataires pour réaliser cette étude
- 11 septembre 2023 : remise des offres

SOGEDO	SUEZ Consulting	IRH
5 907,14 €	19 770,00 €	<i>Non remis</i>
8 semaines	12 semaines	<i>Non remis</i>

Tableau récapitulatif des propositions remises

- ⇒ *Proposition de SOGEDO retenue*
- ⇒ *Somme inscrite au budget supplémentaire 2023 – Service public de l'assainissement*

Questions/Echanges :

4. SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

FOURNITURE ET POSE DE CANALISATIONS ATTRIBUTION DE L'ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE	Délibération n° 2023/32	Adoptée à l'unanimité Présents : 38 Votants : 46 Pour : 46
---	--------------------------------	---

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018/1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'avis relatif aux seuils de procédure annexé au Code de la Commande Publique paru au Journal Officiel n° 0286 du 9 Décembre 2021 ;

Vu les Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique portant sur les marchés publics passés selon une procédure adaptée ;

Vu l'Article L 2125-1 du Code de la Commande Publique portant sur les techniques d'achat ;

Vu l'Article R 2162-1 et suivants du Code de la Commande Publique portant sur les règles applicables aux techniques d'achat ;

Vu l'accord cadre à bons de commandes ayant pour objet la réalisation de travaux d'alimentation en eau potable sur le territoire syndical (fourniture et pose de canalisations, y compris pièces, raccords, branchements...) visé le 28 Janvier 2021 notifié le 29 Janvier 2021 ;

Vu que l'accord cadre à bons de commande susvisé a été conclu pour une durée d'un an renouvelable trois fois tant que le seuil de procédure formalisée fixé à 5.350.000 € H.T. (valeur 2020) n'est pas atteint ;

Vu le montant des travaux lancés depuis la notification de l'accord-cadre qui s'élève au 31 Décembre 2022 à 3.411.404 € H.T. ;

Compte tenu du montant de l'enveloppe budgétaire des travaux d'alimentation en eau potable projetés sur le territoire syndical en 2023 qui s'élève à 2.700.000 € H.T. (budget primitif) ;

Vu la délibération n° 2023/06 prise par le conseil syndical réuni 3 Février 2023 autorisant le Président à lancer une consultation, selon la procédure adaptée restreinte, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande, d'une durée d'un an, renouvelable trois fois, tant que le seuil de procédure formalisée fixé à 5.382.000 € H.T. n'est pas atteint ;

Après examen des onze candidatures parvenues conformes dans les délais ;

Après avis des membres de la commission d'appel d'offres convoqués le 15 juin 2023 ;

Après analyse des propositions des trois entreprises admises à participer à la deuxième phase de la consultation consistant en la remise d'une offre ;

Après classement des offres selon les critères d'attribution pondérés mentionnés dans le règlement de la consultation à savoir : valeur technique 60 % et coût 40 % ;

Après avis des membres de la commission d'appel d'offres réunis le 12 Septembre 2023 ;

Conformément aux dispositions de l'Article L 2152-7 du Code de la Commande Publique, le Président propose d'attribuer le marché à l'entreprise CAPRARO & C^{ie} qui a présenté l'offre "*économiquement la plus avantageuse*".

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. Décide de confier à l'entreprise CAPRARO & C^{ie} la réalisation des travaux d'alimentation en eau potable (fourniture et pose de canalisations, y compris pièces, raccords, branchements...) sur le territoire syndical.
2. Accepte de passer avec l'entreprise CAPRARO & C^{ie} un accord-cadre à bons de commande d'une durée d'un an, renouvelable trois fois, tant que le seuil de procédure formalisée fixé à 5.382.000 € H.T. n'est pas atteint.
3. Accepte le bordereau de prix proposé par ladite entreprise.
4. Autorise le Président à signer le marché à intervenir avec l'entreprise CAPRARO & C^{ie} et toutes pièces annexées, y compris les avenants ainsi que toutes pièces administratives et financières destinées à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.

<p><u>Questions/Echanges :</u></p>

Le planning prévisionnel du déploiement et les modalités de communication sont présentés.

Commune	Période prévisionnelle de déploiement	Commune	Période prévisionnelle de déploiement
Asques	Juillet et septembre 2024	Peujard	février et mars 2025
Cadillac en Fronsadais	Juillet 2024	Prignac & Marcamps	octobre et novembre 2024
Cavignac	mars et avril 2025	Saillans	juin 2025
Cézac	mars et avril 2025	Saint Aignan	Juin 2025
Cubnezais	mars et avril 2025	Saint André de Cubzac	janvier à juin 2024
Cubzac Les Ponts	Septembre et octobre 2024	Saint Genes de Fronsac	juillet 2025
Fronsac	mai et juin 2025	Saint Germain La Rivière	juin et juillet 2025
Galgon	mai et juin 2025	Saint Gervais	Octobre et novembre 2024
Gauriaguet	février 2025	Saint Laurent d'Arce	Novembre 2024
La Lande de Fronsac	Juin et Juillet 2024	Saint Michel de Fronsac	Juin 2025
La Riviere	Juin 2025	Saint Romain La Virvée	Juillet 2024
Lugon & L'Ile du Carney	Juillet 2025	Tarnes	juillet 2025
Marcenais	Avril 2025	Val de virvee	novembre 2024 à janvier 2025
Marsas	Avril 2025	Verac	juillet 2025
Mouillac	juillet 2025	Villegouge	juillet 2025
Perissac	avril et mai 2025	Virzac	Novembre 2024

Questions/Echanges :

Pour qu'un maximum d'abonnés puisse assister à la réunion publique d'information, il est suggéré, sur des communes voisines ayant une prévision de déploiement similaire, de leur laisser la possibilité de choisir entre plusieurs dates. La proposition est approuvée, les réunions publiques seront ouvertes à tous quelle que soit la commune de résidence.

APPEL A PROJETS "ECONOMIES ET EFFICIENCE DE L'EAU" LANCE PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE	Délibération n° 2023/33	Adoptée à l'unanimité Présents : 38 Votants : 46 Pour : 46
---	--------------------------------	---

Vu les dix-sept objectifs de développement durable fixés par l'Organisation des Nations Unies qui donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous ;

Vu la nécessité de prendre des mesures pour lutter contre la crise mondiale de l'eau et soutenir la réalisation de l'objectif de développement durable n° 6 qui s'intitule : "garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable" ;

Vu le plan "Eau" annoncé le 30 Mars 2023 qui place les enjeux de sobriété et d'économie d'eau en première priorité parmi les cinquante-trois mesures à mettre en œuvre très rapidement avec un objectif de réduire de 10 % les prélèvements en eau d'ici 2030 en mobilisant tous les leviers ;

Vu que le bassin Adour-Garonne est confronté à d'importants enjeux quantitatifs en matière de ressource en eau ;

Vu le déficit actuel entre besoins et ressources estimé de 200 à 250 millions de m³ pour l'ensemble du bassin Adour-Garonne ;

Vu que, sans modification des usages actuels, compte tenu des impacts attendus liés au changement climatique, ce déficit pourrait être porté à 1 voire 1,2 milliards de m³ en 2050 ;

Vu la vulnérabilité du bassin face au changement climatique et la nécessité d'accentuer les efforts à réaliser en matière d'économies d'eau ;

Vu l'appel à projets "Economies et Efficience de l'Eau " lancé par l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE le 10 Mai 2023 qui vise à encourager les actions d'économies d'eau pour tous les usages : en agriculture, dans le milieu industriel et dans les collectivités ;

Vu le règlement qui précise le contexte et fixe les objectifs et champs d'application ;

Après communication d'une lettre d'information à l'ensemble des maires le 24 Juillet 2023 et sollicitation d'un accord de principe par courrier électronique le 7 Août 2023 ;

Après avis des membres de la commission "communication" réunis le 7 septembre 2023 sur la liste des études et travaux envisagés à l'échelle du territoire syndical ;

Afin de poursuivre les actions de sensibilisation à la préservation de la ressource en eau et aux économies d'eau mises en œuvre depuis 2022 sur le territoire syndical ;

Dans la continuité de l'appel à projets " Educ'Eau", en complément des actions de communication inscrites au dossier de demande de subvention qui ont bénéficié d'un accompagnement financier de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE (notification d'attribution n° REG-2023-00736 du 30 juin 2023) ;

Vu le financement proposé par l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE dans le cadre de l'appel à projets "Economies et Efficience de l'Eau" qui, en cas d'éligibilité du dossier, peut atteindre 70 % du montant de la dépense ;

Vu les conditions d'éligibilité des actions qui sont ainsi définies :

- le porteur de projet doit disposer d'une étude de diagnostic pour tout type de travaux ;
- les économies d'eau doivent être d'au moins 1000 m³ après projet ;
- le projet doit coupler obligatoirement une action de communication et une action de type équipement ;

- le porteur de projet doit avoir une réflexion sur le prix de l'eau lorsque celui-ci est inférieur au prix du seuil d'éligibilité actuel de 1,65 €/m³ TTC ;
- le porteur de projet doit avoir renseigné les indicateurs réglementaires dans l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement (SISPEA) ;

Vu les compétences du SIAEPA DU CUBZADAIS-FRONSADAIS et les actions et partenariats déjà créés à l'occasion de la journée mondiale de l'eau en 2022 et 2023 ;

Le Président propose :

1. de déposer un dossier de demande de subvention dans le cadre de l'appel à projets "Economies et Efficience de l'Eau" lancé par l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE le 10 mai 2023 qui prévoit une subvention de 70 % du montant des dépenses.
2. de solliciter l'aide de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE pour la réalisation des études suivantes :
 - Tarification progressive,
 - Faisabilité de travaux d'économie d'eau et d'optimisation des usages de l'eau,
 - Réduction de pression,
 - Réutilisation des eaux usées traitées.
3. **en fonction des conclusions des études susmentionnées et notamment des coûts estimés**, de solliciter l'aide de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE pour la réalisation des travaux suivants :
 - ⇒ à destination des communes, sous réserve de l'accord des maires :
 Equipement des bâtiments publics en matériels hydro économes, développement de solutions de récupération de l'eau de pluie et mise en œuvre de "micro-substitutions" (arrosage des stades et espaces verts, réduction des volumes nécessaires au nettoyage des voiries, marchés...)
 - ⇒ concernant spécifiquement le Syndicat :
 Mise en place de réducteurs de pression sur le réseau et/ou chez l'abonné, développement d'un système de réutilisation des eaux usées traitées, distribution massive de kits hydro-économes.
4. Dit que l'accord donné par les maires pour la réalisation de travaux sur le territoire communal donnera lieu à la signature d'une convention bipartite fixant les modalités de règlement du reste à charge.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré, décide :

1. de déposer un dossier de demande de subvention en réponse à l'appel à projets "Economies et Efficience de l'Eau" lancé par l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE le 10 Mai 2023 ayant pour objet de déployer une stratégie globale de gestion économe de l'eau potable et plus largement d'économie de la ressource en eau, par la déclinaison et la mise en œuvre d'un plan d'actions et la fixation d'objectifs, pour répondre aux défis environnementaux, économiques et sociaux du territoire dans un contexte de changement climatique.
2. de solliciter l'aide financière de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE dont le taux maximal pourra atteindre, en dérogation des délibérations correspondant aux lignes thématiques sollicitées, 70 % du montant éligible.
3. de solliciter l'aide financière de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE pour la réalisation des études suivantes : tarification progressive, faisabilité de travaux d'économie d'eau et d'optimisation des usages de l'eau, réduction de pression, réutilisation des eaux usées traitées.

4. en fonction des conclusions des études susmentionnées et notamment des coûts estimés, de solliciter l'aide de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE pour la réalisation des travaux suivants :
- ⇒ à destination des communes, *sous réserve de l'accord des maires* :
Equiperment des bâtiments publics en matériels hydro économes, développement de solutions de récupération de l'eau de pluie et mise en œuvre de "micro-substitutions" (arrosage des stades et espaces verts, réduction des volumes nécessaires au nettoyage des voiries, marchés...)
 - ⇒ concernant spécifiquement le Syndicat :
Mise en place de réducteurs de pression sur le réseau et/ou chez l'abonné, développement d'un système de réutilisation des eaux usées traitées, distribution massive de kits hydro-économes.
5. Dit que l'accord donné par les maires pour la réalisation de travaux sur le territoire communal donnera lieu à la signature d'une convention bipartite fixant les modalités de règlement du reste à charge.
6. Autorise le Président à signer toutes pièces utiles à l'accomplissement de la démarche susvisée.

Questions/Echanges :

Sur le point relatif à la réalisation de l'étude de faisabilité de travaux d'économie d'eau et d'optimisation des usages de l'eau, il est précisé que l'inventaire des besoins sera effectué en partenariat avec chaque commune.

APPEL A PROJETS "EDUCATION A L'EAU ET AUX MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE" LANCE PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE	Rapport	
---	----------------	--

Le montant des aides octroyées par l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE est rappelé :

1. Mise en œuvre de supports de communication (visuels mensuels, spots publicitaires, affiches, stickers)

Montant de l'opération	12.000 € HT
Montant éligible	12.000 € HT
Assiette instruction retenue	12.000 € HT
Subvention - Taux : 80 % - Montant aide : 9.600 €	

2. Mise en œuvre d'animations pédagogiques (expositions, conférence, maquette, escape game, représentation théâtrale...)

Montant de l'opération	56.000 € HT
Montant éligible	56.000 € HT
Assiette instruction retenue	56.000 € HT
Subvention - Taux : 80 % - Montant aide : 44.800 €	

Il est précisé que la conception des visuels mensuels, stickers et panneaux d'exposition est confiée à l'agence de communication COMPOSIT – Montant : 7585,00 € HT.

Les délégués sont invités à prendre note :

- de la **conférence-débat** organisée à la Villamonciné le **vendredi 22 mars 2024 de 20 h 00 à 23 h 00** ;
- de la **représentation théâtrale** programmée à l'occasion des journées du patrimoine le week-end du **21/22 septembre 2024** au château d'eau de Montalon à SAINT ANDRE DE CUBZAC.

5. SERVICES PUBLICS DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

RAPPORTS SUR LE PRIX, LA QUALITE ET L'EXECUTION DES SERVICES (RPQS) EXERCICE 2022	Délibération n° 2023/34	Adoptée à l'unanimité Présents : 38 Votants : 46 Pour : 46
--	--------------------------------	---

Vu l'Article D 2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur l'obligation pour un établissement public de coopération intercommunale de présenter, au plus tard dans les neuf mois de l'exercice concerné, un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement ;

Vu l'Article D 2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur l'obligation qui incombe aux collectivités membres de l'établissement public de coopération intercommunale de présenter le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné ;

Considérant que les rapports sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif établis au titre de l'exercice 2022 ont été transmis le 22 Septembre à l'ensemble des délégués et mis à leur disposition au siège et sur le site Internet du Syndicat ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'Article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales les rapports ont été examinés par les membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunis le 25 Septembre 2023 ;

Le Président invite les délégués à délibérer sur les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif établis par la collectivité au titre de l'exercice 2022.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. n'émet aucune observation sur les rapports sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif établis par la collectivité au titre de l'exercice 2022.
2. Dit que, conformément à la réglementation en vigueur, les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif établis au titre de l'année 2022 seront transmis à l'ensemble des collectivités membres.

Questions/Echanges :

RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2022	Délibération n° 2023/35	Adoptée à l'unanimité Présents : 38 Votants : 46 Pour : 46
-------------------------------------	-------------------------	---

Vu l'Article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que "*Le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'EPCI sont entendus. Le président de l'EPCI peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier*".

Vu le rapport d'activité établi au titre de l'année 2022 transmis le 22 Septembre 2023 ;

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

1. Prend acte de la présentation du rapport d'activité établi au titre de l'année 2022.
2. Dit que, conformément à la réglementation en vigueur, le rapport d'activité établi au titre de l'exercice 2022 sera transmis aux maires des communes du territoire syndical et aux présidents des communautés de communes membres.

Questions/Echanges :

Les différents points de l'ordre du jour étant épuisés, le Président lève la séance à 16 h 00 et invite les délégués à prendre note de la date de la prochaine assemblée : **Vendredi 15 Décembre 2023 à 9 h 30 au siège du Syndicat.**

Patrice GALLIER
Président



SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
ET D'ASSAINISSEMENT DU
CUBZADAIS FRONSADAIS

Jean-Marc DUBOUREAU
Secrétaire de séance

